



Créateur de confiance

Yogeeraj L BHOLAH

16 Rue Saint-Denis

97 450 Saint-Louis

SIRET : 42239023700036

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie

Nationale, rattaché à la Cour

d'Appel de St Denis de la Réunion

TEL : +262 22 68 90

Fax : +262 24 10 08



CPTS REUNION SUD OUEST - RÉSO

Association Loi 1901

RNA W9R2009982

SIREN 905 193 322

9 Avenue Raymond Barre

97427 L'ETANG SALÉ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

À l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPTS REUNION SUD-OUEST (RÉSO) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association CPTS REUNION SUD-OUEST (RÉSO) à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC N°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « Informations relatives au passif / fonds dédiés » de l'annexe, les fonds dédiés figurant au passif au 31 décembre 2025 s'élèvent à 246,9 K€. Ils correspondent à des ressources affectées à la réalisation de missions confiées à la CPTS RESO et non encore utilisées à la clôture, notamment dans le cadre de l'accord conventionnel interprofessionnel conclu avec la CGSS de La Réunion ainsi que du projet « Bus santé » financé par l'ARS Réunion.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné le traitement comptable appliqué à ces fonds dédiés au regard des dispositions du règlement comptable applicable. Nos travaux ont également consisté à vérifier la concordance des montants présentés dans l'annexe, notamment leur ventilation à la clôture de l'exercice, avec la comptabilité ainsi qu'avec les éléments justificatifs sous-jacents.

Vérifications spécifiques

Le rapport moral et financier tenant lieu de rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R232-1 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Louis, le 11 avril 2026

Le Commissaire aux comptes
YOGEEARAJ L. BHOLAH



Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et ...				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	1 008	321	687	939
Autres immobilisations corporelles	20 968	11 540	9 429	14 154
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 689		8 689	8 689
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	30 665	11 860	18 805	23 783
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				4 177
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				120
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	468 968		468 968	76 878
Charges constatées d'avance	4 260		4 260	2 372
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	20 583		20 583	461 487
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	493 811		493 811	545 034
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	524 477	11 860	512 617	568 817

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	29 256	20 947
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 4 020	8 309
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	25 236	29 256
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	246 930	273 268
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	246 930	273 268
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 311	40 465
Dettes fiscales et sociales	11 939	15 627
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	210 201	210 201
TOTAL DETTES (IV)	240 451	266 293
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	512 617	568 817

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 520	4 135
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	409 408	397 679
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	258 378	247 021
Autres produits	5	2 078
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	671 311	650 912
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	255 758	286 752
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	2 440	375
Salaires	132 854	65 425
Cotisations sociales	29 858	13 567
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 477	4 973
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés	232 040	258 378
Autres charges	18 150	15 340
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	676 577	644 810
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-5 266	6 102
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 550	2 206
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	1 550	2 206
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		

Postes	2025	2024
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 550	2 206
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-3 716	8 309
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)	305	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-305	
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	672 861	653 119
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	676 881	644 810
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-4 020	8 309
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif C.P.T.S. (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé) Réunion Sud-Ouest est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 03 novembre 2021 et enregistrée sous le numéro W9R2009982.

1 - La " Communauté " : un collectif de santé au service d'une population

La C.P.T.S. permet la structuration des soins de proximité dans un territoire défini. Elle émane de l'initiative des professionnels de santé de ville qui veulent se coordonner entre eux et avec les acteurs du territoire, afin de mieux organiser la réponse aux besoins de santé d'un territoire.

C'est une approche de responsabilité populationnelle.

Elle réunit des professionnels de santé de ville du premier et du second recours, les maisons de santé pluri professionnelles, les centres de santé, les équipes de soins primaires. D'autres acteurs ont vocation à participer à la CPTS :

- établissements et services de santé (hôpitaux publics et privés, hôpitaux de proximité, HAD...),
- établissements et services médico-sociaux (EHPAD, IME, SSIAD, CSAPA...)
- professionnels du social
- acteurs de la prévention (centres de dépistage, associations...)
- les usagers

Le nombre et la fonction des professionnels concernés varient selon les projets et peuvent évoluer dans le temps. Il n'est pas attendu un nombre de professionnels minimum pour créer une CPTS mais une attention particulière sera portée à l'ensemble des acteurs utiles à la mise en œuvre du projet de santé.

L'adhésion à une CPTS sur un territoire n'est pas obligatoire, elle est fondée sur la libre participation des acteurs de santé.

2 - " Territoire " : un exercice coordonné à l'échelle territoriale

Selon la nature du territoire, la taille de la CPTS peut varier en respectant la règle d'une seule CPTS pluri thématique par territoire et de la couverture de La Réunion sans zone blanche ni chevauchement. Elle doit permettre une organisation de l'accès aux soins, des parcours ambulatoires et de la prévention sur ce territoire.

Chaque CPTS recouvre un territoire, en cohérence avec celui des autres CPTS, l'ARS peut aider les professionnels à en définir le périmètre.

Les membres de la CPTS peuvent s'appuyer sur les structures d'exercice coordonné (maisons de santé, centre de santé, équipes de soins primaires), déjà existantes sur le territoire.

Le diagnostic devra nécessairement être partagé entre toutes les parties prenantes du projet (ce qui sous-entend une démarche de communication et de mobilisation des partenaires du territoire).

3 - " Un projet de santé " : une démarche volontaire

Le projet de santé décrit l'organisation de la CPTS et les modalités de sa mise en œuvre. Il précise :

- la composition de l'équipe et la mise en place du travail en équipe,
- la gouvernance,
- la coordination,
- le statut juridique,
- sur le fondement de l'ACI, les missions socles ou optionnelles, attendues à mettre en cohérence avec les besoins et les spécificités du territoire ainsi qu'avec les orientations stratégiques du Projet Régional de Santé (PRS).
- les actions à mener pour réaliser ces missions.

Tout projet est amené à évoluer avec le temps en fonction des nouvelles actions de la CPTS.

L'association C.P.T.S. Réunion Sud-Ouest a pour objet, sur le territoire des communes réunionnaises de Saint-Leu, Les Avirons, Étang-Salé, Saint-Louis et Cilaos, de constituer et d'encadrer une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS), conformément à la législation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.1434-12 du Code de la santé publique.

A cet effet, l'Association a pour mission :

- De fédérer ses membres autour d'actions prioritaires de santé publique et favoriser la coordination entre professionnels de santé
- D'organiser les soins offerts aux patients, au travers de son accès et de son parcours, de sa qualité et de sa pertinence
- De contribuer directement ou à travers d'autres structures à l'amélioration de la qualité et de la coordination des soins dans l'intérêt de la population du territoire, notamment par la mise en œuvre de projets régionaux de santé publique.
- D'impliquer les professionnels de santé, les acteurs sociaux, les enseignants en activité physique adaptée (APA), les acteurs locaux et les usagers dans des actions de santé centrées sur les besoins et attentes du patient.
- De stimuler et organiser le développement professionnel continu dans une dynamique interprofessionnelle ou pluriprofessionnelle, tant en formation initiale que continue
- De développer toutes actions de promotions des soins premiers sur son territoire d'intervention
- De promouvoir une attractivité pour l'installation des jeunes professionnels de santé en fonction des besoins sur le territoire.
- De faciliter la recherche appliquée en santé, particulièrement en matière d'interprofessionnalité
- De commercialiser ou vendre tous produits matériels ou prestations en rapport direct avec son objet, dans le respect des dispositions légales en vigueur et sans que cela n'implique une activité économique au sens des dispositions de l'article L.442-7 du Code de commerce.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2022-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03 et 2018-06.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie

prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	1 008			1 008
Autres immobilisations corporelles	20 469	499		20 968
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 689			8 689
TOTAL	30 166	499		30 665

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			69	252		321
Autres immobilisations corporelles			6 315	5 225		11 540
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			6 384	5 477		11 860

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	8 689	8 689		
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers	466 250	466 250		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	2 718	2 718		
Charges constatées d'avance	4 260	4 260		
TOTAL	481 917	481 917		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	4 260	
TOTAL	4 260	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	20 947	8 309			29 256
Excédent ou déficit de l'exercice	8 309	- 8 309		- 4 020	- 4 020
TOTAL	29 256			- 4 020	25 236
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	29 256			- 4 020	25 236

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
CGSS ACI 1	123 916	151 202	123 916			151 202	
CGSS ACI 2	41 070	25 230	41 070			25 230	
CGSS ACI 3	46 009	25 526	46 009			25 526	
CGSS ACI 4	24 298		24 298				
CGSS ACI 5	22 875	18 173	22 875			18 173	
CGSS ACI 6	209		209				
ARS FIR PAPANG	14 890					14 890	
ARS BUS SANTE 2025		11 908				11 908	
TOTAL	273 268	232 040	258 378			246 930	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	273 268	232 040	258 378			246 930	

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 311	18 311		
Personnel et comptes rattachés	3 147	3 147		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	8 605	8 605		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	187	187		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	210 201	210 201		
TOTAL	240 451	240 451		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 210 201	
TOTAL	-210 201	

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		397 500			11 908	409 408
Subventions d'investissement						
TOTAL		397 500			11 908	409 408

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	8 336	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	2 899	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	367	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	1 432	
TOTAL	13 035	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	4 177	
Afférents aux services autres		
TOTAL	4 177	

Contributions volontaires en nature

Au titre de l'année 2025, l'association a bénéficié d'heures de bénévolat.

Le bénévolat consiste en gestion de la boîte mail, échanges avec les PSL du secteur pour inciter à l'adhésion et à la participation aux groupes de travail, prises de contact et échanges divers utiles à la création de lien et à l'établissement de contacts utiles aux travaux de la CPTS (associations, PS salariés/hospitaliers, ...).

Ces informations sont difficilement quantifiables de façon précise du fait de l'absence de suivi spécifique en interne des heures de bénévolat, ce qui ne permet pas leur comptabilisation conformément aux règles définies à l'article L211-2 du règlement ANC 2018-06.

Par ailleurs, l'association n'a pas bénéficié de mise à disposition gratuite de biens meubles, immeubles ou de dons en nature pour l'exercice écoulé.